

N° DP 24/355

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN KIOSQUE N°2 A HYERES-LES-PALMIERS PLACE GEORGES CLEMENCEAU

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la mise en concurrence publiée le 16 janvier 2024 sur le site internet de la Métropole et le 8 février 2024 dans Var Matin,

VU le procès-verbal d'ouverture des plis du 22 février 2024,

VU la convention d'occupation temporaire, ci annexée,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à la disposition d'un professionnel, par le biais d'une convention d'occupation temporaire du domaine public précaire et révocable, le kiosque n°2 situé sur la commune de Hyères-les-Palmiers (83400), Place Georges Clemenceau, pour l'exploitation d'une activité de restauration de qualité,

CONSIDERANT suite à une procédure menée jusqu'à son terme, une seule candidature complète a été reçue, celle de la SAS KOÏ, représentée par sa Présidente Madame Marjorie COMPEYRON, domiciliée 69 avenue Alphonse Denis, 83400 Hyères-les-Palmiers,

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu pour la Métropole d'autoriser de la SAS KOÏ, représentée par sa Présidente Madame Marjorie COMPEYRON, domiciliée 69 avenue Alphonse Denis, 83400 Hyères-les-Palmiers, à occuper le kiosque n°2 situé sur la commune de Hyères-les-Palmiers (83400), Place Georges Clemenceau, destiné à l'exploitation d'une activité de restauration de qualité, pour une durée de 6 ans, moyennant une redevance annuelle de 8 400 € TTC,

CONSIDERANT que, compte tenu des travaux de propreté (sols et murs) à la charge de l'occupant, la Métropole consent pour la première année seulement une franchise sur la redevance annuelle pendant les deux premiers mois d'occupation, soit 1 400 € TTC,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation temporaire accordée à la SAS KOÏ, représentée par sa Présidente Madame Marjorie COMPEYRON, domiciliée 69 avenue Alphonse Denis, 83400 Hyères-les-Palmiers, lui permettant d'occuper le kiosque n°2 situé sur la Commune de Hyères-les-Palmiers (83400), Place Georges Clemenceau, destiné à l'exploitation d'une activité de restauration de qualité, pour une durée de 6 ans, moyennant une redevance annuelle de 8 400 € TTC avec une franchise de deux mois d'occupation la première année, soit 1 400 €.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal, exercice 2024 et suivants, opération 60101, article 70323, service foncier.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



4505, 85A 0 1

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN
CONSENTIE A LA SAS KOÏ
RELATIVE AU KIOSQUE N° 2
PLACE GEORGES CLEMENCEAU
COMMUNE DE HYERES-LES-PALMIERS**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

La SAS KOÏ, domiciliée à Hyères-les-Palmiers (83400), 69 avenue Alphonse Denis, représentée par Madame Marjorie COMPEYRON, Présidente, et immatriculée sous le numéro SIRET 910 906 007 00026,

Ci-après dénommée « l'occupant », ou le « bénéficiaire »,

D'autre part

EXPOSE PRÉALABLE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à disposition le kiosque n° 2, situé à Hyères-les-Palmiers (83400), Place Georges Clemenceau, en vue d'y exercer une activité de restauration de qualité.

Conformément aux dispositions des articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole a lancé une procédure d'appel à candidatures par la publication d'un avis sur le site internet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 16 janvier 2024 et d'une parution sur Var Matin le 8 février 2024, sachant que la date limite de réception des offres était fixée au 16 février 2024. L'ouverture des plis s'est déroulée le 22 février 2024.

Seule la candidature complète de la SAS KOÏ ayant été réceptionnée, il y a donc lieu pour la Métropole d'autoriser cette dernière à exploiter le kiosque.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La SAS KOÏ, domiciliée à Hyères-les-Palmiers (83400), 69 avenue Alphonse Denis, est autorisée à occuper, en vue d'y exercer l'activité de restauration de qualité :

- Un kiosque marchand non-meublé et non équipé, dénommé kiosque n°2, d'une surface intérieure de 22 m² environ raccordé à l'eau et à l'électricité

Cette occupation, conférée à titre personnel, ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de **six (6) ans** à compter de sa notification.

La présente convention, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

Redevance d'occupation :

L'Occupant versera une redevance annuelle, hors charges locatives, payable d'avance, conformément à la proposition présentée dans son dossier de candidature.

Le montant initial de la redevance est fixé à **huit mille quatre cent euros TTC (8 400 € TTC) par an.**

Toutefois, compte tenu des travaux de propreté (sols et murs) à la charge de l'occupant, la Métropole consent pour la première année seulement une franchise sur la redevance annuelle pendant les deux premiers mois d'occupation.

Elle sera révisée automatiquement chaque année à date anniversaire et pour la première fois en 2025 en fonction des variations subies par l'Indice INSEE des Loyers Commerciaux (ILC) avec pour référence l'ILC du 4^{ème} trimestre 2023 (132,63), selon la formule :

$$R(n) = R \times (I(n) / I)$$

R(n) = redevance de l'année en cours

R = redevance initiale (8400 € TTC)

I(n) = indice ILC du 4^{ème} trimestre de l'année précédente

I = indice ILC du 4^{ème} trimestre 2023 (132,63)

Pour la dernière année, la redevance sera calculée au prorata-temporis du temps d'occupation.

Dépôt de garantie :

Il est demandé le versement d'un dépôt de garantie correspondant à un trimestre de redevances soit **deux mille cents euros (2100 €)**.

Cette somme, non productive d'intérêts, ne sera remboursée à la fin de la mise à disposition qu'après établissement d'un constat contradictoire d'état des lieux réunissant les parties et exécution éventuelle des travaux de remise en état à la charge de l'occupant.

La Métropole pourra se substituer au titulaire défaillant pour l'exécution desdits travaux et en retenir le coût sur le dépôt de garantie, après mise en demeure restée totalement ou partiellement infructueuse pendant 15 jours.

Charges locatives :

L'occupant fera son affaire personnelle de la souscription des contrats (raccordement, abonnement, consommation) d'électricité, d'eau, de téléphone et de maintenance des équipements nécessaires au bon fonctionnement du kiosque.

Il fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

Impôts

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

Modalités de règlement :

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire il faudra indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM RODP SAS KOI** ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 4 – CARACTERE PERSONNEL ET INCESSIBLE

La présente convention est consentie à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom du bénéficiaire et d'une remise en état des lieux au départ de l'occupant, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Cette convention ne dispense pas son bénéficiaire du respect des lois ou règlements d'urbanisme, notamment en matière de délivrance de permis de construire, de déclaration préalable ou d'autorisation de travaux.

L'emplacement, objet de la présente convention, fait partie intégrante du domaine public. A ce titre, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- se prévaloir de la propriété commerciale,
- mettre en gérance ou sous-louer l'emplacement,
- se prévaloir des dispositions des articles L. 145-1 à L.145-60 du Code de commerce.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 – TERRASSE

Le bénéficiaire pourra effectuer, auprès du Service Commerce de la Ville de Hyères-les-Palmiers, une demande d'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public pour l'exploitation d'une terrasse de 30 m² maximum, sous réserve du respect de la réglementation relative à l'accessibilité de la voirie aux personnes à mobilité réduite (1,40 m minimum de passage).

En outre, cette terrasse ne pourra être installée que sous réserve du respect de la Charte des Terrasses de la place Georges Clemenceau. Elle fera l'objet d'une redevance fixée par la Commune de Hyères-les-Palmiers.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'OCCUPATION

L'activité d'exploitation du kiosque s'effectuera à minima :

- 6 jours / 7 du 1^{er} juin au 30 septembre et durant les festivités de Noël organisées par la Mairie de Hyères-les-Palmiers
- 5 jours / 7 du 1^{er} octobre au 31 mai (sauf congés annuels et conditions climatiques défavorables)

L'occupant s'engage à respecter les éléments indiqués dans sa candidature, notamment **les horaires d'ouverture, les produits proposés ainsi que la gamme tarifaire** (cf. annexe 3).

Le Bénéficiaire s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,
- à supporter sans indemnité les gênes et les frais qui pourraient résulter de la fermeture du kiosque en cas d'intempéries, de travaux, de manifestations organisées sur la place Georges Clémenceau ou autres mesures de sécurité,
- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail,
- à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- à être régulièrement inscrit au registre du commerce ou des métiers pour l'activité qu'il exerce et à respecter la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène alimentaire et de normes sanitaires,

Les appareils fonctionnant au gaz sont strictement interdits.

Les infrastructures de vente devront obligatoirement permettre de protéger les denrées alimentaires et garantir la chaîne du froid et/ou du chaud.

Aucun dépôt de quelque nature que ce soit ne sera autorisé à l'extérieur du kiosque, tels que casiers à bouteilles, coffres de rangement, véhicules légers, container à ordures.

L'emplacement et ses abords resteront dans un état de parfaite propreté en tout temps. A cet effet, l'occupant prendra en charge le stockage et l'élimination des déchets.

ARTICLE 7 – TRAVAUX

Le kiosque est mis à disposition en l'état. L'occupant s'engage à réaliser à sa charge tous les travaux nécessités par l'exploitation du kiosque conformément à la

réglementation en vigueur, notamment au regard des règles d'urbanisme, de sécurité et d'hygiène, y compris en cas d'évolution de la législation applicable et les travaux requis par l'administration.

L'occupant devra se rapprocher du Service Publicité pour toute demande d'autorisation relative à l'enseigne du kiosque. Les enseignes sur le kiosque devront être en conformité avec le Règlement Local de Publicité et la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP).

L'occupant aura l'obligation de s'équiper d'un bac à graisse. En effet, il est formellement interdit de jeter les huiles ou autres dans les canalisations du kiosque et des toilettes. Le Service Hygiène de la Ville aura un pouvoir de contrôle et pourra si nécessaire, dresser les procès-verbaux correspondants.

L'occupant aura la charge de l'entretien préventif et curatif du bac à graisse du kiosque qui consiste en un curage, un nettoyage, une vidange ainsi qu'une remise en eau claire du bac étant entendu que cette opération, à titre préventif est à réaliser 3 fois par an au minimum.

Le titulaire devra maintenir et/ou installer sur cette façade une tablette amovible faisant office de table banque guichet accessible aux personnes à mobilité réduite en sous face à 0,70 m du sol et sur le dessus inférieur ou égale à 0,80 m.

Les aménagements de toutes natures réalisés dans le kiosque par l'occupant entreront de plein droit dans le patrimoine de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Les biens d'équipement suivants ne pourront en aucun cas être récupérés par l'occupant en fin de convention : installation électrique (compteur électrique, tableau électrique, système d'éclairage, interrupteurs, prises électriques, gaines, fils électriques), installation de plomberie (WC, lave main, lavabo, évier, chauffe-eau, tuyauterie).

ARTICLE 8 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX

8-1 : Jouissance des lieux

L'Occupant prendra les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

L'Occupant et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

8-2 : Etat des lieux

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal constatant l'état des lieux ainsi que le détail des biens meubles et immeubles, assorti d'un inventaire de ces

biens. Contresignés par les deux parties, ces documents seront annexés à la présente convention.

En outre, en fin de travaux, sera établi un constat de réalisation des travaux fait contradictoirement entre l'Occupant et la Métropole qui devra être réalisé au plus tard 6 mois après la prise de possession du kiosque par l'occupant.

Après toute modification des lieux et biens meubles ou immeubles intervenant après l'entrée en jouissance par l'Occupant, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux et inventaire complémentaires seront établis.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat d'état des lieux sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

L'Occupant fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 31 juillet**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

9-1 : Polices d'assurances

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses employés ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

9-2 : Sinistre

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

9-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont l'Occupant pourrait être victime dans les locaux loués.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ DE L'OCCUPANT

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 11 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

ARTICLE 12 – RENOUVELLEMENT

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 13 – CESSATION

Toute cessation, ou cession de commerce, devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le bénéficiaire de la convention sera alors tenu de demander la résiliation de la présente convention. A défaut, il continuera d'être redevable des droits d'occupation.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial après aménagements (cf. article 7) par les soins et aux frais du Bénéficiaire (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui et à ses frais.

1°/ La cessation à l'initiative du bénéficiaire

A la demande du bénéficiaire, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire, notamment :

- non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus,
- non-paiement des redevances afférentes à l'occupation du domaine public,
- si le bénéficiaire n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans le cadre de son activité,
- est en situation de liquidation judiciaire ou condamnation pénale,
- non réalisation des travaux d'aménagement dans un délai de 6 mois.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

ARTICLE 14 – REMISE EN ETAT DES LIEUX – REPRISE DU BIEN

A l'expiration normale ou anticipée de la convention, les biens appartenant à la Métropole devront être remis gratuitement, en bon état d'entretien.

Il sera de même de tous les aménagements, améliorations et installations pouvant être considérés comme immeubles par destination, faits par l'exploitation dans les conditions prévues au présent contrat et qui reviennent gratuitement à la Métropole.

Les locaux devront être libérés au plus tard, à la date d'expiration du contrat ou de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 15 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 16 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées

à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

ARTICLE 17 – ANNEXES

1. Plan de situation
2. Plan du kiosque
3. Horaires d'ouvertures, produits proposés et gamme tarifaire

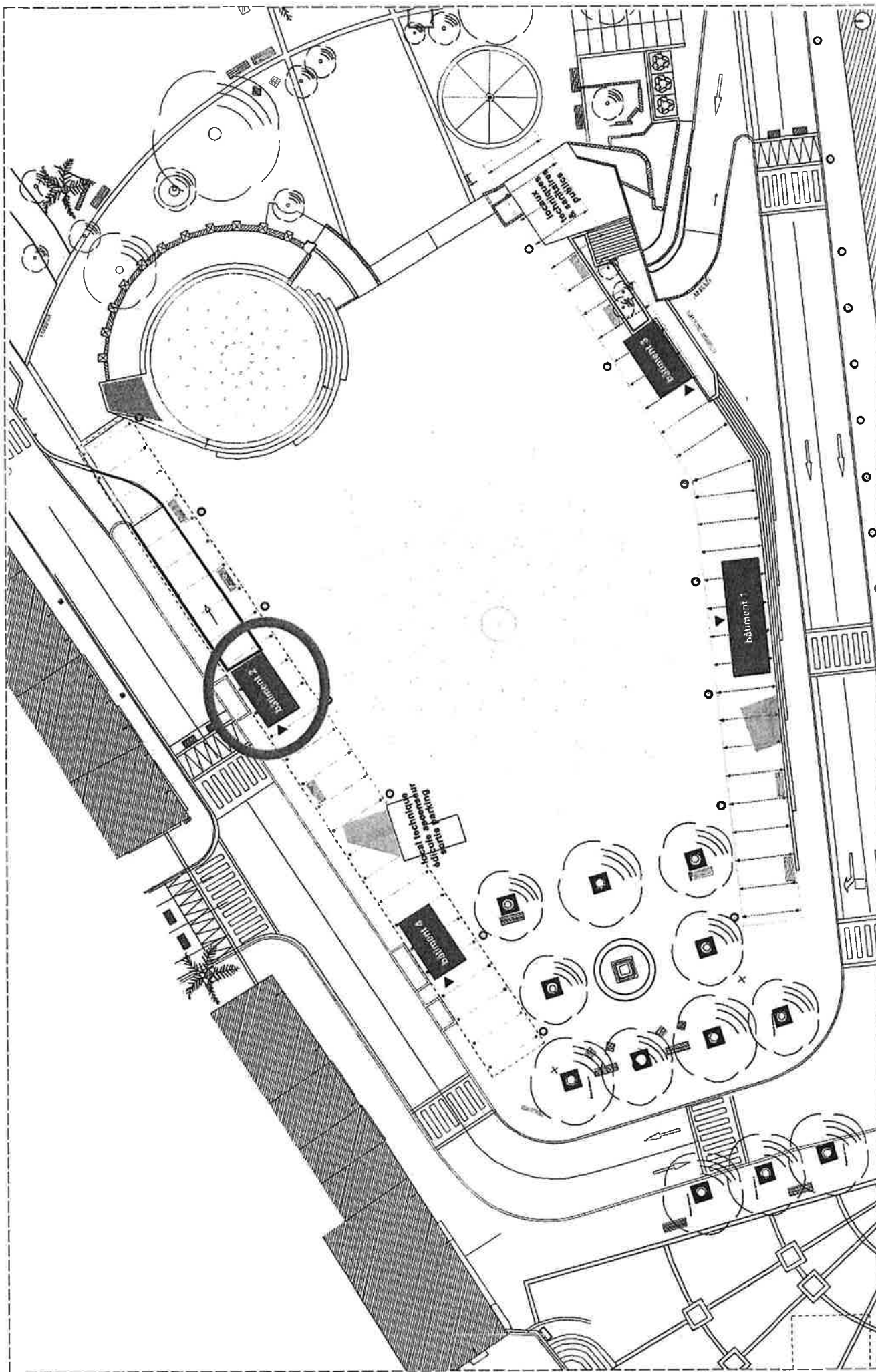
Fait à Toulon, le

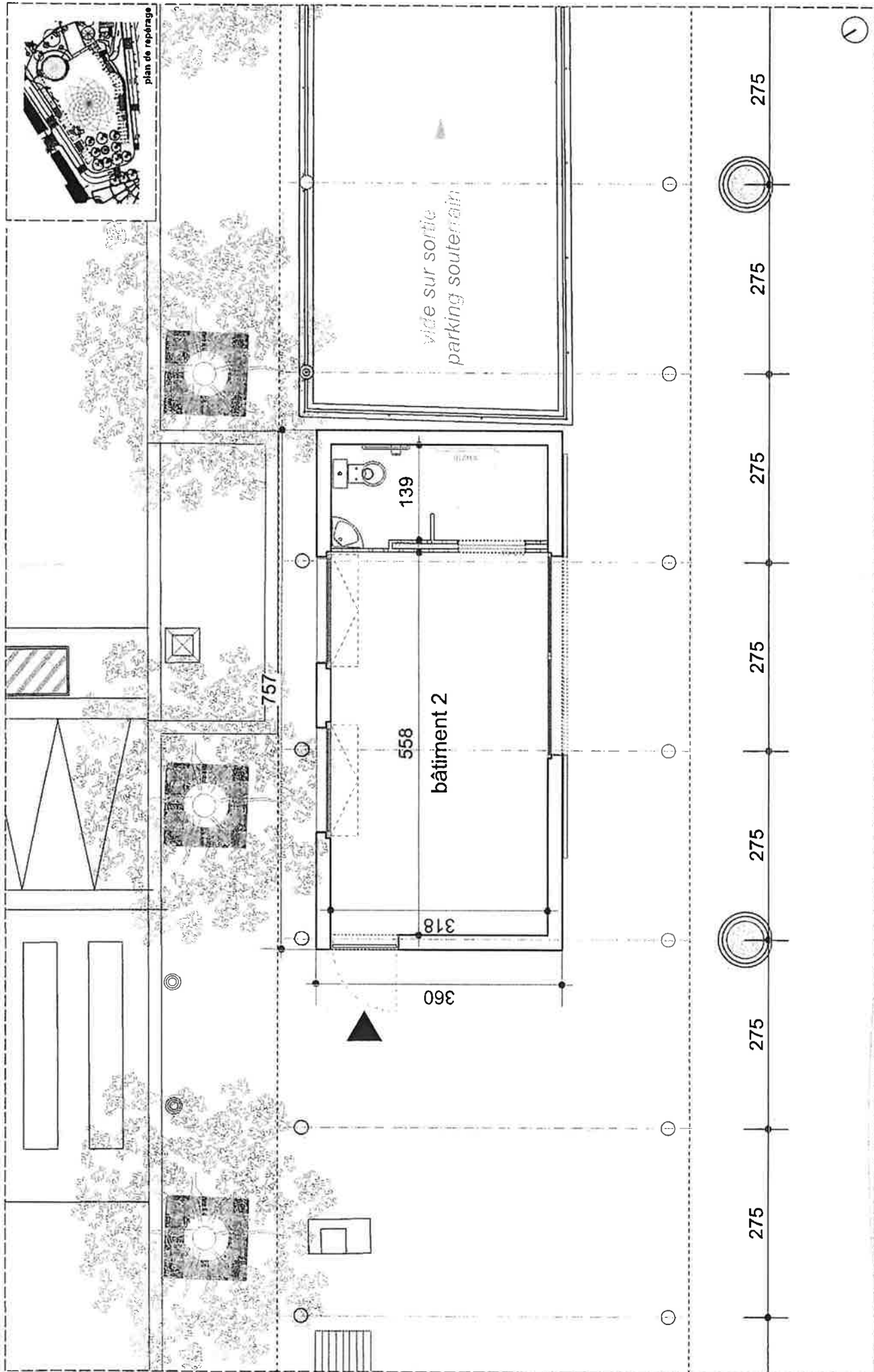
SAS KOÏ

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée,

Marjorie COMPEYRON

Jean Pierre GIRAN





Nous avons ouvert une pâtisserie « Galinette », aujourd'hui nous proposons de l'emporté (restauration rapide), nous désirons créer une annexe, « la petite Galinette », qui nous permettrait de bénéficier d'une terrasse de 30 m², et développer notre activité.

L'embauche de 3 personnes favorisera l'amplitude horaire, 7 jours sur 7 tout au long de l'année ; de 9h30 à 17h du 1^{er} octobre au 30 avril, et de 9h à 22h du 1^{er} mai au 30 septembre, fermeture le 25 décembre et le 1^{er} janvier. Ouverture tardive lors des manifestations organisées par la municipalité.

Nous pensons que les horaires d'ouverture sont favorables à la dynamique du centre ville, qui peuvent le rendre attractif.

Nous avons fait le choix d'un mobilier en bois, matériau très écologique (impact minime sur l'environnement).

Nous attachons une importance toute particulière à la qualité de nos produits, c'est pour cette raison que nous avons choisi de travailler avec la Société Rampal basée à Cuers depuis 1950, qui sélectionne des produits certifiés, labélisés, conscients plus qu jamais qu'une politique de qualité claire et particulièrement en matière de sécurité alimentaire et qui en font leur priorité.

Cette société s'engage depuis plusieurs années dans une démarche de développement la plus respectueuse possible de l'environnement.

Cette démarche se concrétise d'abord dans le choix étroit de ses sites d'abattage en s'assurant que ceux-ci respectent la réglementation environnementale mais aussi qu'ils placent parmi leurs priorités les objectifs suivants :

- La promotion de l'agriculture française locale ancrée dans un terroir et privilégiant les partenaires locaux
- Le respect du bien-être animal et la maîtrise de la traçabilité tout au long de la filière : du producteur au client

Comme pour le choix de nos viandes, nous tenons également à travailler le plus possible avec les producteurs locaux, nos pommes de terre, oignons et ails viennent de chez Massafarro à la Crau, entreprise familiale, producteur depuis 1899.

Nous travaillons avec des fruits et légumes de saison, ces derniers proviennent aussi dans la mesure du possible de producteurs locaux.

Nos Chips sont achetées à la Ferme de Coquerel, située dans le cœur du terroir picard, les pommes de terre y sont cultivées depuis les années 60, puis transformées sur place, issues de méthodes respectueuses de l'environnement, fabriquées de façon artisanale et sans chimie, cuites au chaudron, de qualité supérieure mais accessible.

Le choix de nos emballages éco-responsables sont une démarche durable, en effet réduire l'impact environnemental tout en valorisant une fin de vie éco-responsable (recyclage, réutilisation....) est également une priorité.

Les cuissons, les confections des accompagnements, les salades, sandwichs....sont faits dans notre premier établissement à toute heure de la journée et seraient acheminés, en respectant les mesures d'hygiène, dans le kiosque, ce dernier équipé de vitrine de maintien au chaud, de banque réfrigérée, réfrigérateur, d'une plonge, lave main, congélateur et micro-ondes.

Aucune nuisances olfactives pour le voisinage.

Le Client aurait la possibilité de manger à toute heure, des produits de qualité et faits maison:

Poulet fermier Label Rouge, Travers de porc, jambonneau de porc, jambonnette de dinde, Andouillette 5A (qualité supérieure), saucisses italiennes....pommes de terre grenailles, gratin dauphinois, soufflet petits pois carottes, tarte de patate douce au chèvre, quiche de butternut aux noisettes, épi de maïs.... Mousse au chocolat, tiramisu, panna cotta, gateau de savoie, gateau basque.....sandwich au poulet, salade de poulet.....

Aucune attente pour le client puisque pas de préparation sur place, tout est préparé en amont dans l'autre local.

Les tarifs pratiqués donnent la possibilité à tout un chacun de venir manger des produits frais et de qualité.

Viande : Poulet fermier Label rouge : 20,00 €

Demi-poulet fermier : 11,00 €

Poulet tradition : 14,00 €

Demi-poulet tradition : 8,50 €

Andouillette 5A : 9,00 €

Jambonnette de dinde (695 g) : 15,00 €

Jambonneau de porc (550g) : 14,00 €

Travers de porc (500g) : 12,00 €

Travers de porc (300g) : 10,00 €

Saucisses italiennes (x6) : 9,00 €

Accompagnement : Pommes de terre grenailles (la portion) : 4,00 €

Epi de maïs : 3,00 €

Légumes de saison : 6,00 €

Chips (150g): 4,50 €

Snack : Salade : 7,00 €

Sandwich : 5,00 €

Des formules seront également proposées

Nous avons toujours des plats réservés aux végétariens (gratin, tourte, quiche, tatin de légumes....).

Un service limonade serait bien entendu proposé à nos clients.

